

## ATTAQUE CONTRE L'AÉROPORT DE DJANET

## Les auteurs de l'attentat se rendent

**Le mouvement «autonomiste» de Djanet, auteur de l'attentat contre l'aéroport au mois de novembre 2007, s'est auto-dissout et s'est rendu avec armes et bagages aux services de sécurité de la ville, selon des sources sécuritaires.**

Les investigations menées par les services de sécurité ont permis, dans un premier temps d'identifier les différents membres du groupe dit «Mouvement du Sud». Un travail

accompli en collaboration avec les notables de la région qui se sont impliqués et ont réussi à convaincre ces jeunes, par le biais de leur famille, à se rendre aux autorités.

Dans un premier

temps, quatre individus se sont livrés.

Quelques jours plus tard, c'était autour du reste du groupe composé de quatorze personnes «convaincues de leur action» de se livrer aux autorités militaires de la région.

Ainsi les services de l'armée ont pu récupérer un lot important d'armes qui a servi, entre autres, dans l'attentat contre l'aéroport

de Djanet. Il s'agit de 3 mortiers lourds, une lance-roquettes, 15 kalachnikovs, et plusieurs centaines de munitions de différents calibres.

Il est à rappeler que ce Mouvement du Sud est composé de jeunes tous issus de la région et qui se sont regroupés il y a près de deux ans pour marquer leur rébellion et se soulever contre l'exclusion et la

hogra dont ils sont victimes.

Leur premier objectif, toujours selon nos sources, était d'attirer l'attention sur la région du Sud afin qu'elle bénéficie des projets de relance économique et afin que ses jeunes puissent échapper au spectre du chômage qui les hantent depuis plusieurs années.

Ilhem Tir

## COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE TERRORISME

## Récupération réconciliatrice

**Le Colloque international sur le terrorisme s'est ouvert hier à Alger. Initié par l'Organisation nationale des victimes du terrorisme (ONVT), ce colloque ambitionne de présenter une nouvelle «approche» dans la lutte contre le terrorisme.**

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) — Peut-on soutenir la politique de réconciliation nationale tout en prônant l'éradication du terrorisme islamiste ?

L'ONVT tente de concilier l'inconciliable à travers ce colloque international dont l'intitulé est «L'éradication du terrorisme : l'affaire de tous».

Il semblerait, toutefois, que l'organisation que préside M<sup>me</sup> Fatma-Zohra Flici ne soit qu'un simple «prestataire de services».

«On ne sait pas trop pourquoi ce colloque a été organisé. Les raisons sont très floues puisque ce phénomène est censé ne plus exister depuis l'avènement de la réconciliation nationale, et ce, même si on assiste à une recrudescence inquiétante des attentats depuis quelque temps déjà.

Peut-être a-t-on décidé de rectifier le tir après l'échec de

cette politique ?» a souligné un participant qui a requis l'anonymat.

L'ONVT aura tout de même droit aux égards de Abdelaziz Bouteflika qui s'est fait représenter par Habba El Okbi, le secrétaire général de la présidence.

«Votre action devra s'atteler également à la promotion de l'esprit de tolérance, celui dont ont fait preuve nos victimes du terrorisme en votant massivement, avec courage et sacrifice, la charte pour la réconciliation nationale pour barrer la route à l'extrémisme aveugle qui a recouru à la violence terroriste, prétendument au nom de l'Islam», note Bouteflika.

Pourtant, il aura suffi d'une intervention pour balayer d'un revers de main ce concept de réconciliation nationale. Aïssa Kasmi, ancien chargé de l'action sociale à la Direction générale de la Sûreté nationale

le, a replongé l'assistance dans l'horreur de la décennie noire.

«Si on me disait aujourd'hui quels sont les lieux que tu connais le mieux dans l'Algérois, de la Mitidja jusqu'à Boumerdès — le triangle de la mort à l'époque — je répondrais sans hésiter les cimetières.

Le nombre de morts par jour était tellement élevé que nous avons été confrontés, à plusieurs reprises, à une pénurie de cercueils.

La menuiserie de la Sûreté nationale n'arrivait plus à satisfaire notre demande», explique Kasmi.

## Pour des représailles

A force de côtoyer la mort, l'homme en est arrivé à rédiger sa propre oraison funèbre. L'officier de police revient sur des cas aussi horribles que terrifiants.

A l'exemple de cet agent palefrenier de l'Ecole de police de Soumaâ assassiné à Bougara et jeté dans un puits.

«Nous avons récupéré in extremis son corps après avoir été alertés par ses beaux-

parents, chez qui il résidait. La dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital de Boufarik mais ses beaux-parents ont refusé d'organiser les funérailles de peur de représailles. Il sera finalement enterré par les services de police au cimetière de Garidi, à Kouba».

Plus grave encore, selon Aïssa Kasmi, «certains hôpitaux avaient hésité, pour ne pas dire refusé, de recevoir les policiers blessés par peur de représailles».

«Mais la situation la plus difficile à gérer, expliquera-t-il, c'est le moment fatidique où il faut annoncer la mort d'un élément aux membres de sa famille.»

«En parlant de mort, la question la plus embarrassante, chaque fois insoutenable, toujours accablante, qui revenait tel un leitmotiv dans la bouche de tous les parents des victimes du terrorisme était la suivante : pourquoi tue-t-on nos enfants ? Que répondre à cette question quand on se la pose soi-même ? Quand elle vous hante nuit et jour.»

T. H.

## BOUIRA

## Elle se fait kidnapper par son copain

Une histoire pour le moins rocambolesque que celle qui a eu lieu le 9 mars dernier, au niveau de la ville d'Aomar, commune située à 22 km au nord-ouest de Bouira.

B. A., âgé de 23 ans, célibataire et résidant à Lakhdaria, a contacté sa copine, K. H., lycéenne, âgée de 21 ans et résidant à Aomar.

Il lui donna 10 000 DA et lui loua une chambre dans un hôtel à Bouira. Entre-temps, B. A. contacte un ami à lui, S. Y., âgé de 22 ans et fonctionnaire à Lakhdaria. Il lui dit de téléphoner au père de sa copine K. H. et de lui expliquer que sa fille est kidnappée et que pour sa libération, il devait payer la somme de deux millions de dinars.

Le père, une fois au courant du kidnapping de sa fille, alla déposer plainte auprès de la police.

Durant l'interrogatoire, la police a appris que le père avait l'habitude de recevoir des appels de la part d'une personne que la police a fini par découvrir comme étant le dénommé B. A., ancien copain de classe de K. H.

Une fois interpellé, B. A. n'a pas tardé à passer aux aveux en disant que le complot a été mis en place avec le consentement de sa copine qui voulait extorquer de l'argent à son père et le partager ensuite entre les trois. Entre-temps, B. A. donna le nom de l'hôtel où se trouvait K. H.

Cette dernière, arrêtée au même titre que S. Y., a nié les faits retenus contre elle et déclaré que si elle avait accepté de passer la nuit dans un hôtel, c'était parce que son ami B. A. lui avait fait croire qu'il s'agissait d'un cadeau à l'occasion de la Journée internationale de la femme ?!

Présentés devant le procureur de la République de Bouira, les trois mis en cause ont été déférés devant le juge d'instruction qui a placé sous mandat de dépôt le dénommé B. A., alors que S. Y. a été placé sous contrôle judiciaire et K. H. remise en liberté provisoire.

Y. Y.

## AIN-DEFLA

## Un jeune homme kidnappé à El-Abadia

Toute la ville d'El-Abadia est sous le choc. Vendredi matin, la nouvelle a fait le tour de la ville s'étendant même à toute la région.

Il y a de quoi : un jeune homme C. Ahmed, âgé de 24 ans a été l'objet d'un rapt au niveau du bain maure parental, situé au cœur de la ville d'El-Abadia.

Selon plusieurs sources locales, 3 individus sont entrés dans le bain maure jeudi soir vers 20 h et utilisant une bombe à gaz, ont ravi le jeune homme qu'ils ont pris à bord d'une camionnette bâchée avant de disparaître.

Toujours selon ces sources qui pour l'instant tiennent plus de la rumeur, les parents auraient reçu une communication téléphonique à partir du mobile de leur fils vendredi leur indiquant qu'il se trouvait dans une forêt et que ceux qui l'ont enlevé réclamaient une rançon de l'ordre de 2 milliards.

Il est à noter que cette forme de banditisme n'est pas connue dans la région. Il s'agit là d'une première.

Karim O.

## RINA SHERMANN, VEUVE DU JOURNALISTE DIDIER CONTANT :

## «La mise en examen de Rivoire est un premier pas»

**Rencontrée en marge du Colloque international sur le terrorisme, Rina Sherman, la compagne du journaliste Didier Contant, revient sur la mise en examen de Jean-Baptiste Rivoire.**

Le Soir d'Algérie : Jean-Baptiste Rivoire, journaliste de Canal +, a été mis en examen le 17 mars dernier pour violence volontaire sur la personne de Didier Contant.

Est-ce une avancée vers la recherche de la vérité sur les conditions qui ont conduit au décès de Didier Contant ?

Rina Sherman : C'est très important car cette mise en examen concerne des violences volontaires avec préméditation n'ayant pas entraîné l'incapacité de travail, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de coups physiques.

Je peux me tromper mais moi j'interprète cela comme une reconnaissance de fait de la violence morale, qui est réelle comme la violence physique et qu'elle peut entraîner des conséquences graves que l'on a

connues dans le cas de Didier Contant.

La suite de la procédure sera donc un procès...

Oui, un procès et des audiences publiques. La justice prend les choses en main après quatre ans de lutte. C'est un grand pas en avant car je demande que justice soit faite depuis la mort de Didier en février 2004. Je sais qu'il y a des lenteurs et qu'il y a aussi des résistances. Il y avait notamment le silence de la presse française sur cette affaire. Même aujourd'hui, le fait qu'un de leurs confrères soit mis en examen a été passé sous silence. Pas un mot. Mais le procès sera nécessairement médiatisé. L'action de la justice devrait casser l'embargo médiatique... A condition que les journalistes français soient là. Quand Jean-Baptiste Rivoire a fait un procès à Jean-François Kahn et au journal *Marianne* pour avoir publié sept lignes sur le cas de Didier Contant, le jour de l'appel j'étais seule à l'audience. Apparemment, la presse française n'est pas concernée.

L'entrée en action de la justice est-elle une nouvelle étape qui est franchie ?

C'est un pas en avant. Mais il faut continuer

On annonce la sortie prochaine d'un film sur l'affaire Contant...

Oui, après le livre *Le huitième mort de Tibhirine*, j'ai fait un film qui est intitulé *Paris de mes exils*.

L'avant-première a été présentée au festival «Maghreb si loin... si proche», dans la région de Catalogne en France. La première est prévue à Paris au mois de mai. Là, je me mets un peu plus en retrait pour traiter la question de la mort de Didier Contant.

C'est une réflexion très poussée sur les droits de l'homme et la liberté d'expression d'une anthropologue qui a vécu à Paris et qui vient à Paris.

La liberté d'expression a pris un coup en France avec le cas Contant.

Ne craignez-vous pas un embargo du secteur du cinéma après celui des médias ?

C'est possible, mais de toute manière, mon combat fait son chemin. Les grands titres de presse ont refusé de parler du livre et pourtant il marche très bien.

Je continue, je ne lâche pas. Je reste debout.

T. H.